



Rapport financier 2020 du Département

SOMMAIRE

Préambule	page 3
Les grandes masses financières 2020	page 4
Les principaux équilibres et ratios financiers illustrés et commentés.....	page 6
Analyse financière des comptes du Département	page 18
Annexes.....	page 22

PREAMBULE

Le budget consolidé du Département de l'Isère comprend :

- **le budget principal, objet du présent rapport (nomenclature M52),**
- et 5 budgets annexes, destinés à distinguer la comptabilité de certains services locaux spécialisés (synthèse des comptes en annexe 1) :
 - o boutique des musées (nomenclature M52),
 - o laboratoire vétérinaire (nomenclature M52),
 - o réseau Transisère (nomenclature M43, spécifique aux transports),
 - o cuisine centrale (nomenclature M52),
 - o aménagement numérique (nomenclature M4).

Le contexte financier et social des Départements en 2020

L'incidence de la crise sanitaire entraîne une dégradation inédite des finances publiques, toutefois moins prononcée pour les collectivités locales.

Concernant les Départements, la Cour des comptes¹ souligne que : « La situation des Départements s'est dégradée en 2020. Les effets de la crise se traduisent dans la progression de leurs dépenses sociales (+3,9 %), particulièrement celle de revenu de solidarité active (+6,7 %) ; Elles représentent une part croissante de leurs dépenses de fonctionnement (56,2 %), renforçant leur rigidité. »

Les recettes sont relativement préservées toutefois « l'épargne globale recule fortement, mais elle demeure à un niveau significatif, permettant une nouvelle hausse des investissements », financés par un recours plus important à l'emprunt.

La situation financière et sociale du Département de l'Isère en 2020 *(données et mode de calcul DGCL à partir des comptes de gestion)²*

⇒ En 2020, les charges de fonctionnement restent stables malgré une forte progression des dépenses de solidarité active (+8,0 %). Les dépenses sociales représentent 68,2 % des charges de fonctionnement. (67,7% en 2019).

Les recettes diminuent légèrement. En conséquence, l'épargne brute fléchit (-8,3 %), mais moins que la moyenne des Départements (-14,1%)². Les dépenses d'investissement hors dette baissent de -6,1 %, après une hausse exceptionnelle entre 2018 et 2019 (+28,9 %).

⇒ Son fort niveau d'épargne et sa capacité de recourir à l'emprunt, en raison d'un faible endettement (très bonne capacité de désendettement située à 2 ans), ont permis au Département de l'Isère de poursuivre une politique volontariste en matière d'investissement malgré un contexte économique et social tendu.

¹ Les finances publiques locales 2021 – Cour des comptes – juin 2021

² Rapport de l'observatoire des finances locales – DGCL – juillet 2021

LES GRANDES MASSES FINANCIERES 2020 DU DEPARTEMENT DE L'ISERE³

Données et mode de calcul du compte administratif (CA)

Les recettes totales (fonctionnement et investissement) du budget principal du Département s'élèvent à 1 463,4 M€ en 2020 pour 1 467,6 M€ de dépenses (hors résultats antérieurs).

Les recettes de fonctionnement sont arrêtées à 1 275,4 M€ et les dépenses de fonctionnement à 1 085,1 M€.

L'épargne brute s'établit donc à 190,3 M€, en baisse de -14,2 % par rapport à 2019, du fait d'une légère baisse des dépenses (-0,2 %) et d'une diminution plus importante des recettes (-2,6 %), en fonctionnement.

Le Département a réalisé 314,2 M€ de dépenses d'investissement, hors remboursement de la dette et hors OCLT⁴, en baisse de -5,9 % par rapport à 2019 (après une hausse exceptionnelle de +27,1 % entre 2018 et 2019). Les dépenses d'équipement direct et indirect s'élèvent à 286,8 M€, dont 166,6 M€ en crédits de paiement sur autorisations de programme (AP). Cette procédure permet à l'Assemblée départementale de délibérer sur des projets réalisables sur plusieurs exercices. Au 31 décembre 2020, les autorisations de programmes (AP) votées atteignaient 1 593 M€, dont 548 M€ de stock restant à financer.

L'écart constaté entre les recettes et les dépenses totales, -4,2 M€, impacte le fonds de roulement, celui-ci passant de 76,3 M€ à 72,1 M€ au 31 décembre 2020.

Le Département de l'Isère conserve une situation financière saine. Il présente notamment un taux d'endettement (31,6 %) beaucoup moins élevé que la moyenne des Départements de la même strate (52,3 %) (mode de calcul DGCL).

³ Données du compte administratif

⁴ Ouverture de Crédit Long Terme

Définition des concepts financiers

➤ **La section de fonctionnement** enregistre les opérations courantes qui se renouvellent régulièrement et constituent des charges ou des produits à caractère définitif (subventions de fonctionnement à des organismes extérieurs, charges de personnel, fournitures, intérêts des emprunts).

➤ **La section d'investissement** retrace les opérations relatives à la dette et au patrimoine, soit du Département lui-même (acquisitions, ventes, travaux), soit de tiers (subventions d'équipement versées). Ces opérations sont souvent étalées sur plusieurs années et peuvent être financées par l'emprunt.

➤ **L'épargne de gestion** est la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de gestion de l'année (dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette).

➤ **L'épargne brute** est la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement de l'année. Cet excédent dégagé sur le fonctionnement contribue au financement de la section d'investissement.

L'épargne brute d'une collectivité peut être rapprochée de la capacité d'autofinancement d'une entreprise.

Le taux d'épargne brute se définit comme le rapport de l'épargne brute aux recettes réelles de fonctionnement. Il est exprimé en pourcentage.

➤ **L'épargne nette** est l'épargne brute moins l'annuité en capital de la dette.

➤ **Le fonds de roulement** au 1^{er} janvier correspond au cumul des excédents ou déficits constatés sur les comptes administratifs des années antérieures.

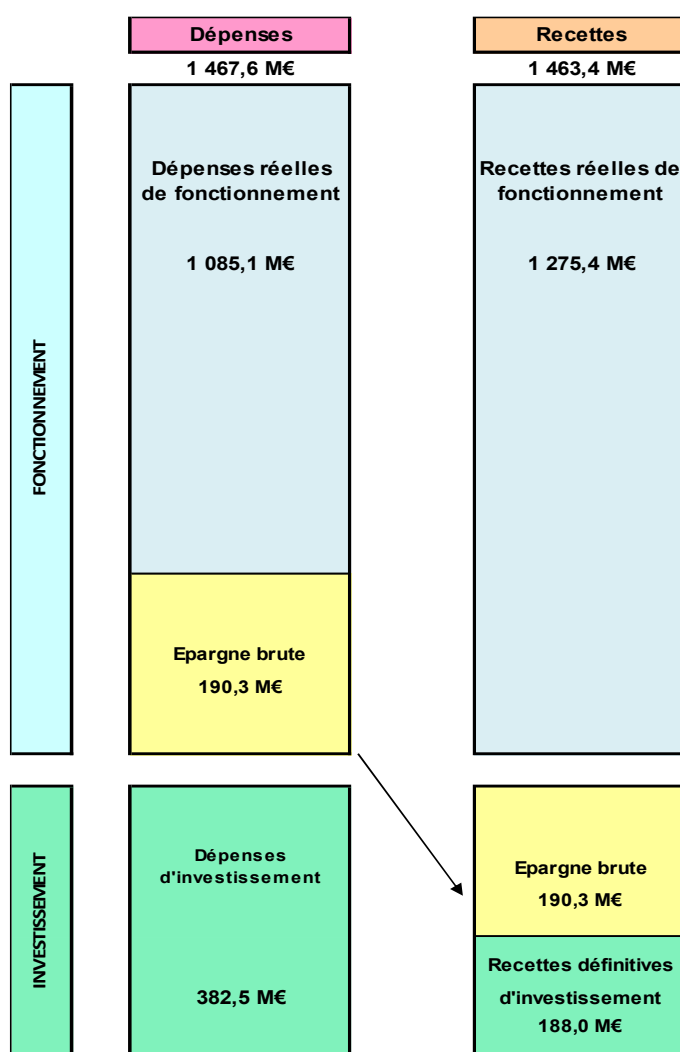
Au 1^{er} janvier, le fonds de roulement équivaut au fonds de roulement au 31 décembre de l'exercice précédent.

➤ **Le taux d'endettement** mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse. Il se détermine par l'encours de dette rapporté aux recettes réelles de fonctionnement.

LES PRINCIPAUX EQUILIBRES ET RATIOS FINANCIERS

Données du compte administratif

1 - le schéma d'équilibre général pour 2020



(*) Données du compte administratif, hors reprise des résultats antérieurs

Les recettes totales du budget principal du Département, qui s'élèvent en 2020 à 1 463,4 M€, sont composées à 87,2 % des recettes de fonctionnement (1 275,4 M€).

Les recettes d'investissement atteignent 188,0 M€ et sont constituées essentiellement des participations et subventions reçues (39,2 M€) et par le tirage de l'emprunt (148,5 M€ dont 38,5 M€ sur OCLT⁵).

Les dépenses totales du Département s'établissent à 1 467,6 M€, dont 1 085,1 M€ de dépenses de fonctionnement.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 382,5 M€ dont 314,2 M€ hors remboursement de l'emprunt bancaire. Hors emprunt, ces dépenses baissent de -5,9 %, après une forte hausse entre 2018 et 2019 (+27,1 %). Elles sont essentiellement constituées de dépenses d'équipement direct (62,3 % soit 195,9 M€) et d'aides aux tiers (28,9 %, soit 90,9 M€).

⁵ Ouverture de Crédits Long Terme

2 - les recettes de fonctionnement en 2020

⇒ Une baisse des recettes malgré une fiscalité dynamique

Les dotations de l'Etat sont en légère baisse. La dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue de -0,3 % (-0,4 % en 2018 et en 2019). La dotation générale de décentralisation (DGD) reste stable à 6,2 M€.

La mise en place du paiement net des frais d'hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées courant 2019, a impacté à la baisse les recettes sociales de l'ordre de -19 M€ en 2020.

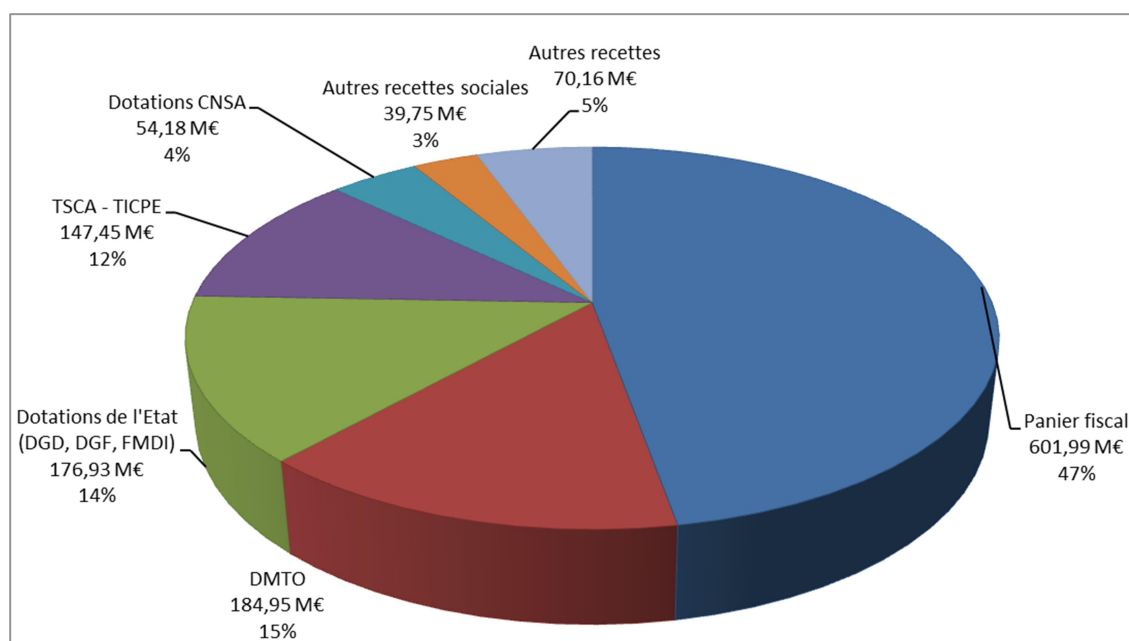
Les droits de mutations à titre onéreux (DMTO), malgré le contexte de la crise économique et sanitaire, ne baissent que de -2,3 % (-4,3 M€), après une hausse de +12,8 % en 2019. La taxe foncière sur les propriétés bâties poursuit sa dynamique (+2,3 % soit +6,4 M€)

Il est rappelé que le pouvoir fiscal des Départements s'exerce sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - perçue pour la dernière année par le Département - et sur le taux de DMTO. En 2020, ces taux sont restés stables en Isère.

Les autres composantes du « panier fiscal » sont constituées par :

- les impôts économiques : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER). La CVAE bénéficie pour 2020 de la dynamique du tissu économique en 2018 et 2019 avec une hausse de +5,1 % par rapport à 2019 (déclarations en N-1 et régularisations N-2). Les effets de la crise sanitaire impacteront les exercices suivants.
- le reversement d'une part de taxe sur les conventions d'assurance (TSCA),
- des dotations budgétaires de l'Etat : une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et un versement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) viennent assurer, pour chaque Département, la reconstitution du panier de ressources à la valeur 2010. Entre 2017 et 2019, la DCRTP, initialement figée, a finalement été intégrée dans les variables d'ajustement des lois de finances (-10,5 % sur la période soit -13 M€ en perte cumulée). En 2020, elle reste stable à son niveau de 2019.

⇒ Structure et répartition des recettes de fonctionnement en 2020



▪ Le produit de la fiscalité directe et de la fiscalité compensée suite à la réforme de la taxe professionnelle (« panier fiscal »), s'élève à 602,0 M€ (+1,6 %) :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : 286,3 M€ (+2,3 %),
- CVAE : 88,0 M€ (+5,1 %),
- IFER : 11,5 M€ (+1,7 %),
- TSCA : 110,7 M€ (-1,3 %),
- DCRTP : 40,9 M€ (stable),
- FNGIR : 35,4 M€ (dotation figée)
- Part sur les DMTO reversée par l'Etat : 7,9 M€ (montant figé),
- Frais de gestion de la TFPB : 15,1 M€ (+1,3 %)
- Allocations compensatrices de fiscalité : 6,2 M€ (-6,7 %)

La fiscalité directe et compensée représente 47 % des ressources de fonctionnement. La fiscalité directe (TFPB), sur laquelle pouvait porter le levier fiscal, représente environ 22 % des recettes de fonctionnement en 2020.

▪ Comparaison des taux de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) de l'Isère à d'autres ensembles de Départements :

	Isère	Moyenne des départements Auvergne-Rhône-Alpes	Moyenne des départements "millionnaires"	Moyenne nationale (taux moyens pondérés)
Taux de TFPB 2019	15,90%	17,57%	17,44%	17,45%
Taux de TFPB 2020	15,90%	17,54%	17,31%	17,37%
évolution 2019>2020	0,0%	-0,17%	-0,7%	-0,4%

Les Départements « millionnaires » sont les Départements dont la population est supérieure à un million d'habitants (chiffres hors Paris, Rhône et petite couronne).

Le Département de l'Isère a choisi de maintenir son taux de fiscalité directe en 2020 à l'instar de 94 Départements. 5 Départements le baissent et un Département l'augmente : en moyenne, le taux de TFPB baisse de -0,4 % après -0,1 % en 2018 et 2019.

Au niveau national, le produit de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des Départements augmente de +1,8 % 2020, hausse résultant de l'effet base (+2,3 %) alors que l'effet taux diminue (-0,4 %). En Isère la hausse du produit de TFPB est de +2,3 %.

- Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est fixé par la loi de finances initiale. Pour l'Isère, le montant de la DGF 2020 atteint 165,2 M€, soit -0,3 % par rapport à 2019. La dotation globale de décentralisation (DGD), reste stable à 6,2 M€.

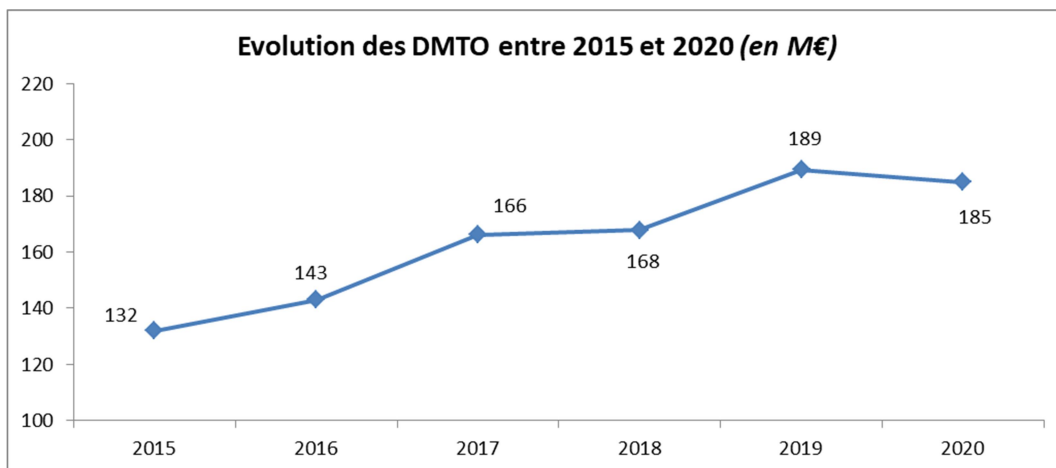
Des dotations, versées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), ont été créées en 2006 pour compenser les charges financières consécutives à la création dans chaque Département d'une maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et au versement d'une allocation de prestation du handicap (PCH). Elles s'élèvent à 14,7 M€ en 2020 La CNSA verse également une compensation pour l'allocation personnalisée d'autonomie, dont le montant s'élève à 39.5 M€.

Viennent s'ajouter une part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) au titre des dépenses d'allocation du RSA (61 M€) et un fonds de mobilisation pour l'insertion (FMDI) qui s'élève à 5,3 M€ en 2020.

- La fiscalité indirecte constitue une part importante des ressources départementales. Ainsi, en 2020, elle représente 29,5 % des recettes de fonctionnement. Elle se compose essentiellement des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) et de la TICPE. Ces trois postes représentent à eux seuls 88,4 % de la fiscalité indirecte.

- Les droits de mutation représentent à eux seuls près de la moitié des ressources de la fiscalité indirecte. La loi de finances pour 2014 a ouvert aux Départements le droit d'augmenter leur taux sur l'assiette des DMTO de 3,8 % à 4,5 %. En 2020, seuls 3 Départements de France métropolitaine ont maintenu leur taux à 3,80 % dont l'Isère. Pour l'Isère, le produit de cette taxe baisse de -2,3 % entre 2019 et 2020 (-1,6 % en moyenne pour l'ensemble des Départements⁶), pour atteindre 185,0 M€.

⁶ Rapport de l'observatoire des finances locales – DGCL – juillet 2021



- Les Départements disposent de fractions de taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), pour couvrir les charges transférées. La TSCA perçue en 2020 s'élève à 75,8 M€ ; elle est complétée par une part prélevée sur la TICPE à hauteur de 10,6 M€ pour 2020.
- En 2020, le Département est bénéficiaire du fonds de péréquation des DMTO (fusion des précédents fonds DMTO créés en 2011 et 2014) pour 10,4 M€ et contributeur pour 21,7 M€, soit un solde négatif de -11,4 M€. A noter que le Département est également contributeur au titre du fonds de péréquation de la CVAE pour un montant de +1,1 M€.
- D'autres taxes sont perçues par le Département : taxe sur l'électricité, taxe d'aménagement, taxe sur les remontées mécaniques, taxe additionnelle à la taxe de séjour et taxe sur l'énergie hydraulique. Au total, cette fiscalité indirecte représente 2,6 % des recettes de fonctionnement.

3 - la dette propre et la dette garantie

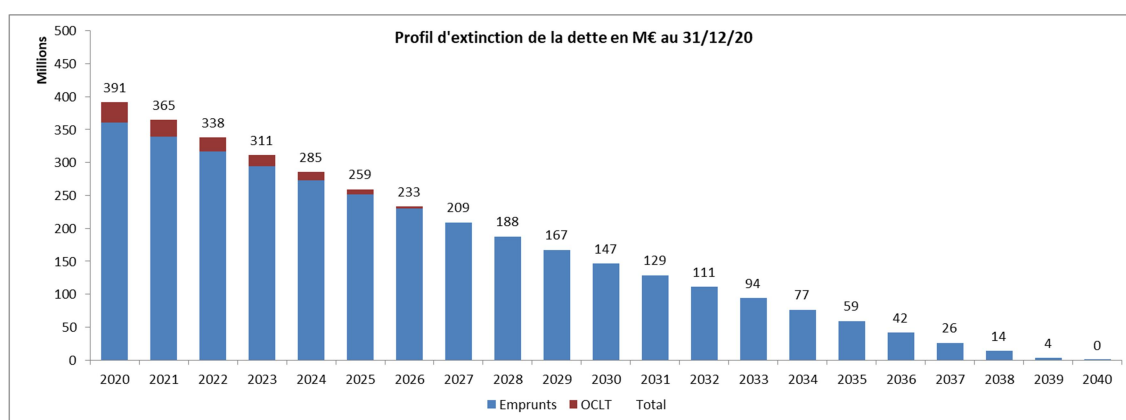
⇒ La dette propre

Au 31 décembre 2020, l'encours de dette propre bancaire du Département s'élève à 391,5 M€. La capacité de désendettement de la collectivité se situe à deux ans (encours de la dette rapporté à l'épargne brute).

Profil du stock de la dette :

		Emprunts	OCLT
Capital restant dû au 31/12/2020	391 492 087 €	360 825 423 €	30 666 664 €
Capital restant dû en tenant compte des reports	461 492 087 €	430 825 423 €	30 666 664 €
Gissler	1A	1A	1A
Nombre d'opérations	42	39	3
Nombre de prêteurs	10	9	2
Taux moyen pondéré des emprunts signés en 2020		0,50%	

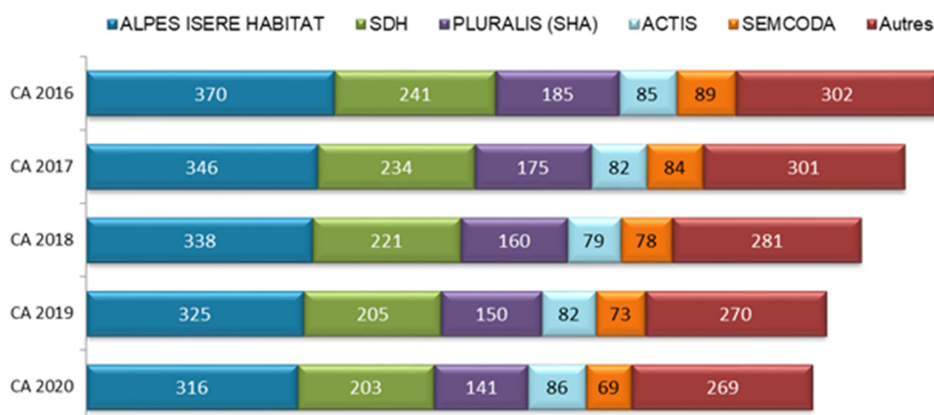
Profil d'extinction de la dette, comprenant les emprunts « classiques » et les OCLT (crédits de type revolving).



⇒ La dette garantie

Par ailleurs, l'Isère accorde des garantie d'emprunts à d'autres structures : 1 084,7 M€ de capital restant dû étaient ainsi garanti au 31/12/2020 (-2 %) dont 82 % liés aux opérations de logement social.

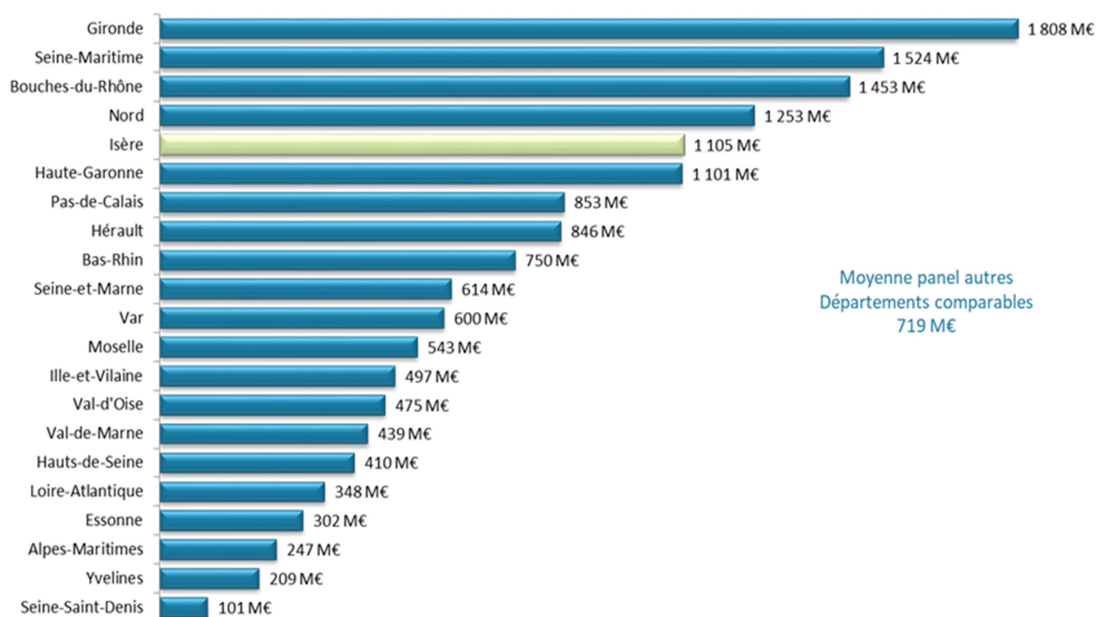
L'évolution de l'encours de dette des principaux bailleurs, qui représentent les 3/4 du capital restant dû (CRD) au 31/12/2020, est la suivante :



En 2019, le montant de la dette garantie par l'Isère est de 35 % supérieur à la moyenne des Départements de taille comparable.

Ainsi, au 31/12/2019^(*), 20 Départements de plus de 1M d'habitants garantissait 719 M€ en moyenne, contre 1 105 M€ pour l'Isère.

CRD au 31/12/2019



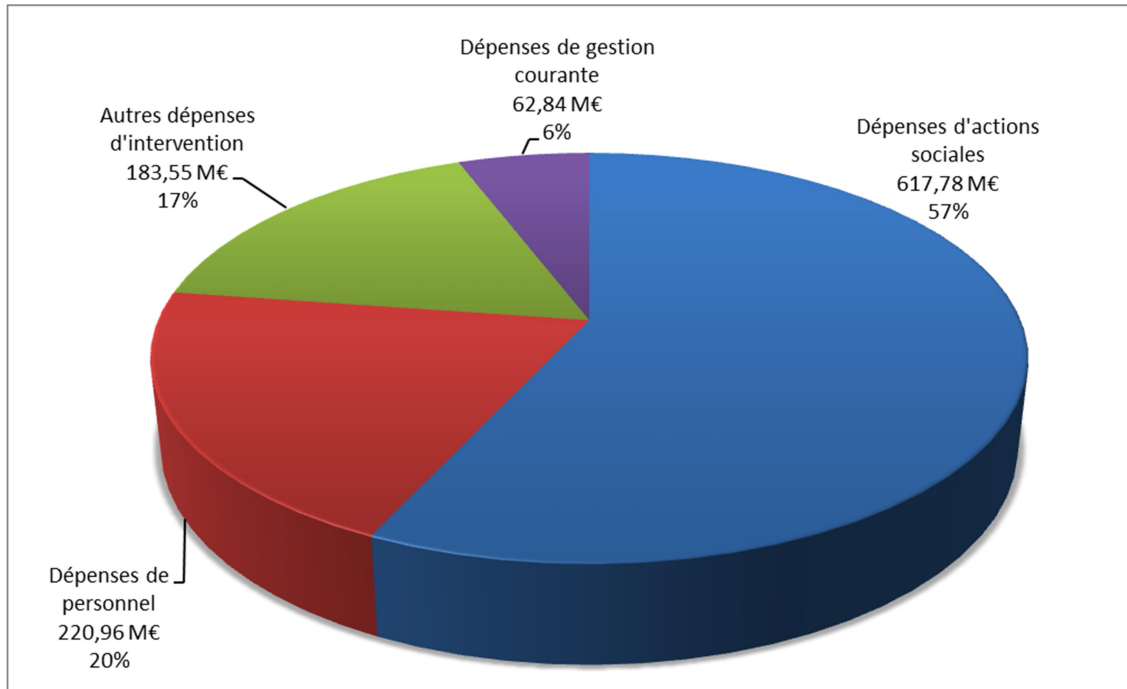
(*) Données 2020 des Départements non disponibles

L'Assemblée départementale s'est toutefois fixée comme objectif de réduire progressivement sa dette garantie (délibérations du 17 décembre 2015 et du 12 avril 2019, modifiant les modalités d'octroi et de réitération des garanties d'emprunts au logement social et à l'hébergement social). Il est à noter qu'une diminution du stock de la dette garantie est constatée depuis 2015 : -15,4 % entre 2015 et 2020, soit une baisse de 196,8 M€.

4 - les dépenses de fonctionnement en 2020

Les dépenses totales de fonctionnement du budget principal - dépenses de gestion et charges financières - s'élèvent à 1 085,1 M€ en 2020, en légère baisse par rapport à 2019 (-0,2 %).

Structure et répartition des dépenses de fonctionnement en 2020 :



Les dépenses de gestion courante (5,8 % des dépenses) s'établissent à 62,8 M€ et baissent de -1,7 % par rapport à 2019 (baisse notamment sur les transports scolaires et la viabilité hivernale).

Les dépenses sociales hors frais de personnel s'élèvent à 617,8 M€ (+0,4 %). La baisse des dépenses liées à la mise en œuvre du paiement net auprès des établissements accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées (baisse des dépenses et des recettes correspondantes) est compensée par une forte hausse du versement du RSA (+8 %).

Les dépenses sociales représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement (56,9 %). Dans cette période de crise sanitaire, le nombre d'allocataires du RSA pris en charge par le Département en 2020 a augmenté de +7,5 %, alors que le nombre de bénéficiaires de l'APA a baissé de -2,9 %.

Il s'agit plus particulièrement de:

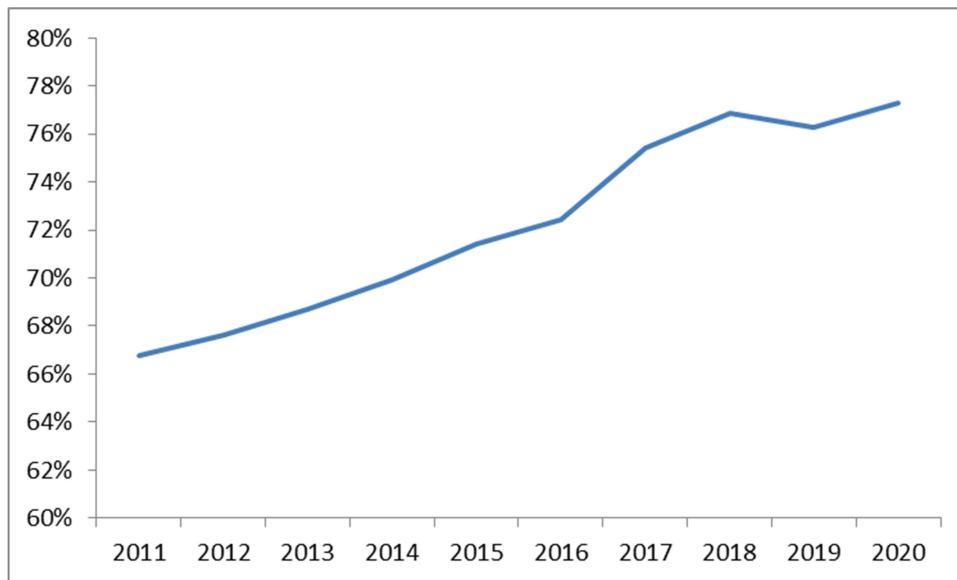
- RSA : allocation et insertion	145,7 M€	+9,2 %
dont 140,8 M€ d'allocation (+8,0 %)		
- l'aide à l'enfance :	121,0 M€	-1,7 %
- l'aide aux personnes âgées :	178,6 M€	-2,1 %

Il est à noter que les seules compétences d'allocations individuelles de solidarité transférées au Département par l'Etat représentent un reste à charge non compensé de l'ordre de 187 M€ en 2020.

Les frais de personnel s'élèvent à 221,0 M€, soit une hausse de +3,4 % liée principalement à la poursuite de la mise en place du RIFSEEP et au financement d'actions liées à la crise sanitaire. La masse salariale des assistants familiaux reste stable (-0,3%).

Les charges contraintes, relatives aux frais de personnel et aux dépenses de solidarité représentent plus des $\frac{3}{4}$ des dépenses de fonctionnement en 2020. Sur une période de 10 ans, ce coefficient de rigidité passe de 67 % en 2011 à 77 % en 2020.

Evolution des charges contraintes (personnel et dépenses sociales) :

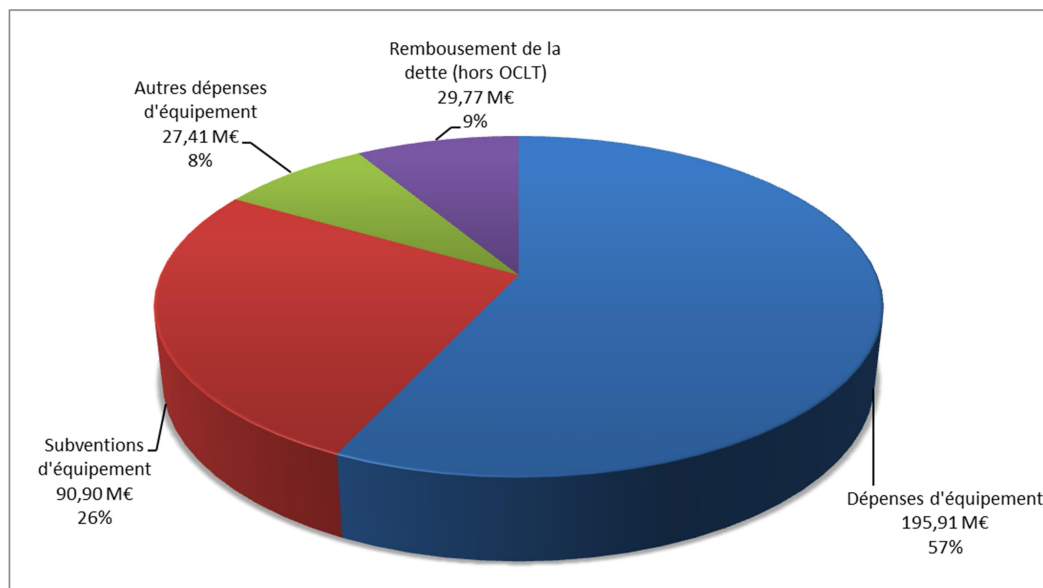


L'inflexion en 2018 est liée à la baisse du nombre d'allocataires du RSA et à la mise en place du paiement net de l'hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées

Les autres dépenses d'intervention diminuent de -5,3 % (baisse des dépenses de transports et d'entretien et maintenance des collèges pendant la crise) et s'élèvent à 183,6 M€ (16,9 % des dépenses). Ces autres dépenses d'intervention regroupent notamment les domaines des transports, de la culture, des collèges, ainsi que la participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

5 - les dépenses et recettes d'investissement en 2020

⇒ Structure et répartition des dépenses d'investissement en 2020 :

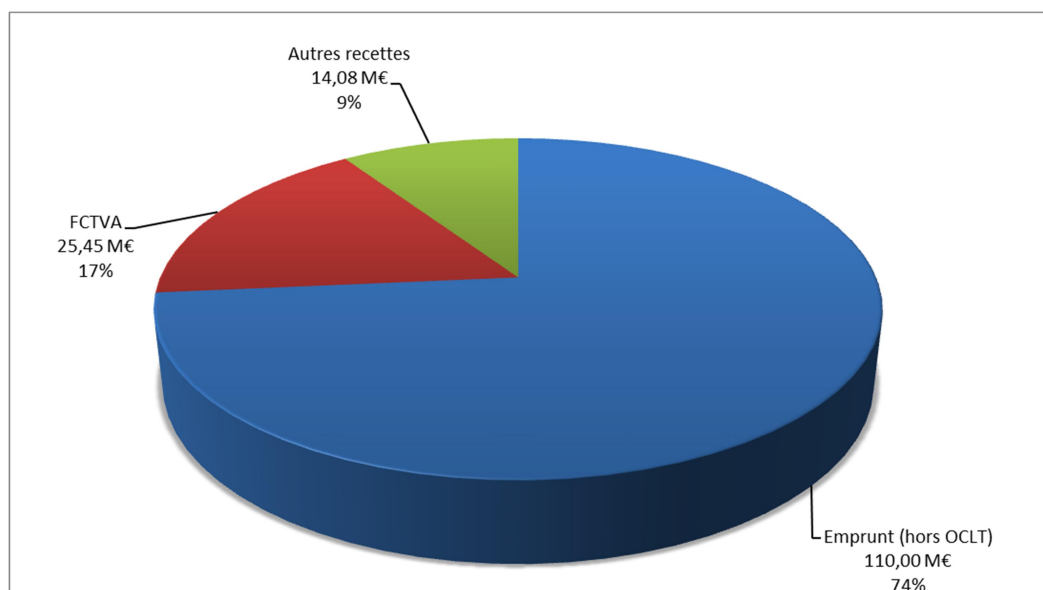


Les dépenses d'investissement de l'Isère, sur son budget principal, s'établissent à 382,5 M€, ramenées, hors remboursement d'emprunt et hors OCLT, à 314,2 M€ (-5,9 %).

Les dépenses d'équipement direct - c'est-à-dire celles qui enrichissent le patrimoine départemental - atteignent 195,9 M€ (+1,3 %). Elles représentent 62,3 % des dépenses d'investissement hors emprunt.

Les autres dépenses d'investissement, 118,3 M€ sont essentiellement composées de subventions d'équipement versées (90,9 M€). Les subventions d'équipement aux communes et aux groupements de communes représentent 59,6 % de ces subventions d'équipement, soit 54,1 M€.

⇒ Structure et répartition des recettes d'investissement en 2020 :



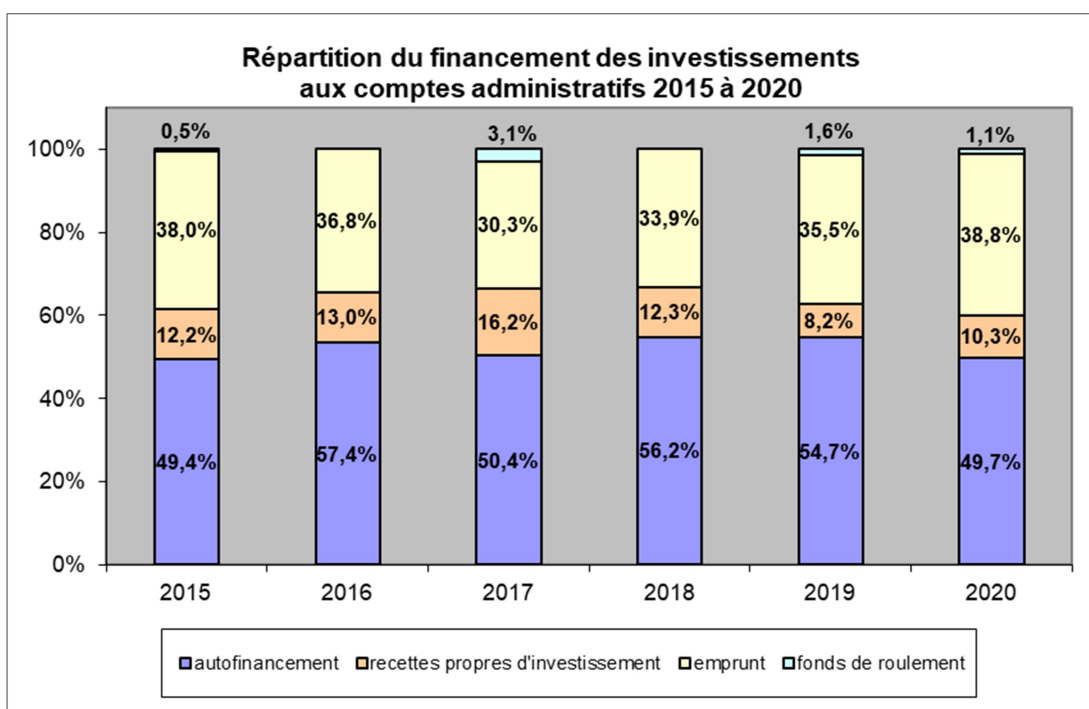
Les recettes d'investissement atteignent 188,0 M€ dont 148,5 M€ d'emprunt (110 M€ d'emprunt classique et 38,5 M€ de tirage sur l'OCLT).

Les ressources d'investissement hors dette s'élèvent à 39,5 M€. Elles sont composées principalement de participations et de subventions reçues et du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

➤ **Financement des investissements en 2020 :**

Les ressources propres (épargne brute et ressources d'investissement), atteignent 229,8 M€ et s'avèrent insuffisantes pour financer les 382,5 M€ de dépenses d'investissement.

Ce besoin de financement est complété par un recours à l'emprunt de 148,5 M€ et par un prélèvement sur le fonds de roulement de 4,2 M€.



Conclusion

⇒ Des incertitudes pour les exercices à venir

La crise sanitaire va impacter les ressources et les charges de fonctionnement de la collectivité :

- avec une demande sociale croissante si la crise sanitaire se poursuit,
- avec une répercussion sur les recettes économiques : la baisse de la valeur ajoutée en 2020 va entraîner une perte de CVAE estimée à -15% en 2022 (effet N+2), avant de reprendre son dynamisme avec le retour de la croissance.

Par ailleurs, suite à la réforme de la fiscalité directe remplaçant la taxe foncière sur les propriétés non bâties par une part de TVA, l'année 2021 sera une « année blanche ». La fraction de la TVA sera égale au produit perçu en 2020, privant la collectivité de la dynamique de ses bases (perte estimée à 6 M€). Le Département voit son levier fiscal limité au taux sur les droits de mutation.

⇒ Des marges de manœuvre pour investir

Malgré ce contexte, la situation financière du Département reste saine. La dynamique de la plupart de ses ressources, conjuguée avec la maîtrise des dépenses de gestion, permettent de maintenir une capacité d'épargne élevée et un faible niveau d'endettement pour poursuivre une politique volontariste en matière d'investissement.

Analyse des comptes du Département

La présente étude a été réalisée à partir des **comptes de gestion** du budget principal du Département de 2016 à 2020, et de données nationales issues de la DGCL. Il s'agit d'une approche par compte et non par fonction ou domaine.

Il convient de noter que le compte de gestion comprend des opérations qui n'apparaissent pas dans le compte administratif (opérations non budgétaires), ce qui explique les différences de montants et ratios avec les données du compte administratif.

1 – La situation financière du Département

Le bilan permet de valoriser à l'actif :

- les biens détenus par le Département, les immobilisations incorporelles, corporelles et financières (haut de bilan) ;
- le cycle d'exploitation (créances d'exploitation).

Au passif, il retrace les capitaux permanents et les dettes d'exploitation.

Le bilan du Département s'élève à 7,2 milliards d'euros en valeur brute⁷ :

	2016	2017	2018	2019	2020
actif = passif (brut)	6 791 078 734	6 496 017 087	6 703 924 001	7 001 568 834	7 250 001 969
amortissements	1 017 341 962	1 116 209 605	1 188 624 922	1 296 706 917	1 381 731 996
actif net	5 773 736 772	5 379 807 482	5 515 299 079	5 704 861 917	5 868 269 973

L'actif brut immobilisé est réparti entre 85 % pour les immobilisations d'investissement et 14 % pour les subventions d'investissement :

	2016	2017	2018	2019	2020
subventions d'équipement	731 193 015	815 068 951	840 399 614	947 171 665	1 020 236 880
immobilisations d'investissement	5 880 837 059	5 529 388 177	5 691 337 845	5 879 364 833	6 051 639 163
immobilisations financières	9 810 124	11 776 869	15 631 270	25 816 447	36 917 753
total actif immobilisé	6 621 840 198	6 356 233 997	6 547 368 729	6 852 352 945	7 108 793 796
part des subventions d'équipement	11%	13%	13%	14%	14%
part de l'équipement propre	89%	87%	87%	86%	85%

Le patrimoine de la collectivité augmente de +3,7 % en 2020.

L'amortissement, soit 1,4 Md€, représente 19 % de l'actif immobilisé.

Les immobilisations financières (0,5 % de l'actif immobilisé), correspondent principalement aux prises de participation du Département dans les sociétés d'économie mixte, comme Territoires 38 et Minatec entreprises.

Il ressort de ces éléments que l'ensemble des capitaux permanents est supérieur aux actifs immobilisés ce qui permet de dégager un **fonds de roulement positif**.

	2016	2017	2018	2019	2020
capitaux permanents (a)	6 711 332 210	6 440 654 663	6 644 061 159	6 941 529 786	7 195 211 386
actif immobilisé (b)	6 621 840 197	6 356 233 997	6 547 368 729	6 852 352 945	7 108 793 795
fonds de roulement (a-b)	89 492 013	84 420 666	96 692 430	89 176 841	86 417 590

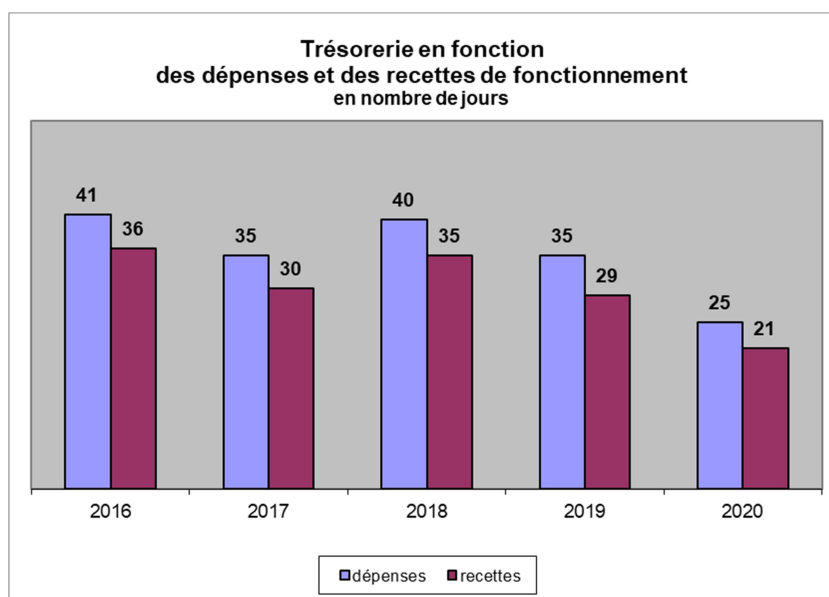
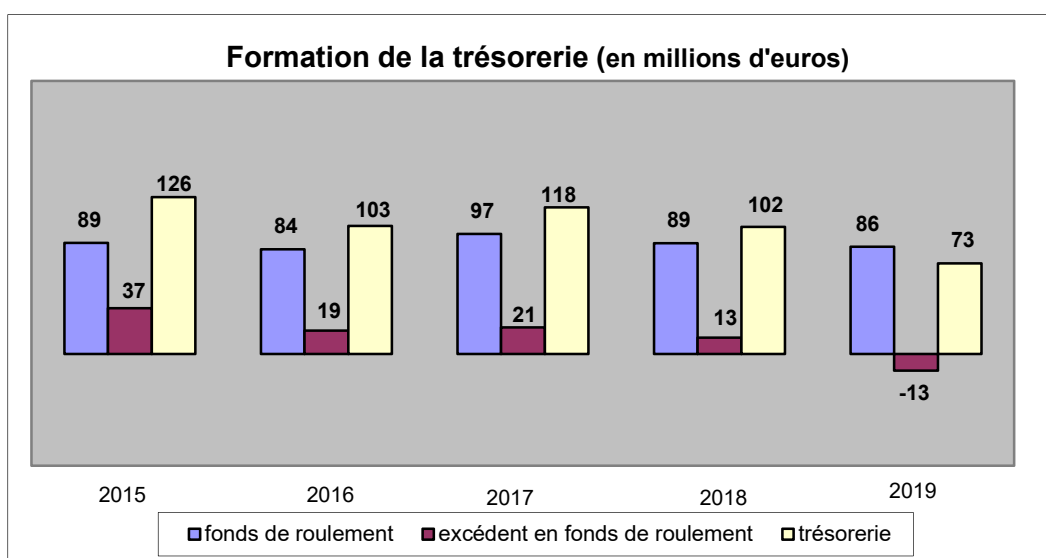
⁷ Le bilan net des amortissements figure en annexe 3

Le fonds de roulement, qui calcule l'écart entre les capitaux permanents et les immobilisations, mesure les moyens financiers stables à moyen et long terme pour financer les investissements futurs du Département. Il est à noter que le fonds de roulement baisse légèrement en 2020 (-3 M€).

Le besoin en fonds de roulement (BFR) traduit le solde entre les créances et les dettes d'exploitation. En 2020, le besoin en fonds de roulement a pour effet de diminuer le niveau de trésorerie de 29,5 M€ (dont 24,5 M€ liés aux opérations de trésorerie en lien avec les budgets annexes).

	2016	2017	2018	2019	2020
fonds de roulement	89 492 013	84 420 666	96 692 430	89 176 841	86 417 590
besoin en fonds de roulement	- 36 868 742	- 18 759 189	- 21 362 822	- 13 259 455	13 438 659
trésorerie	126 360 755	103 179 855	118 055 252	102 436 296	72 978 931

(*) le besoin en fonds de roulement négatif correspond à un excédent de financement

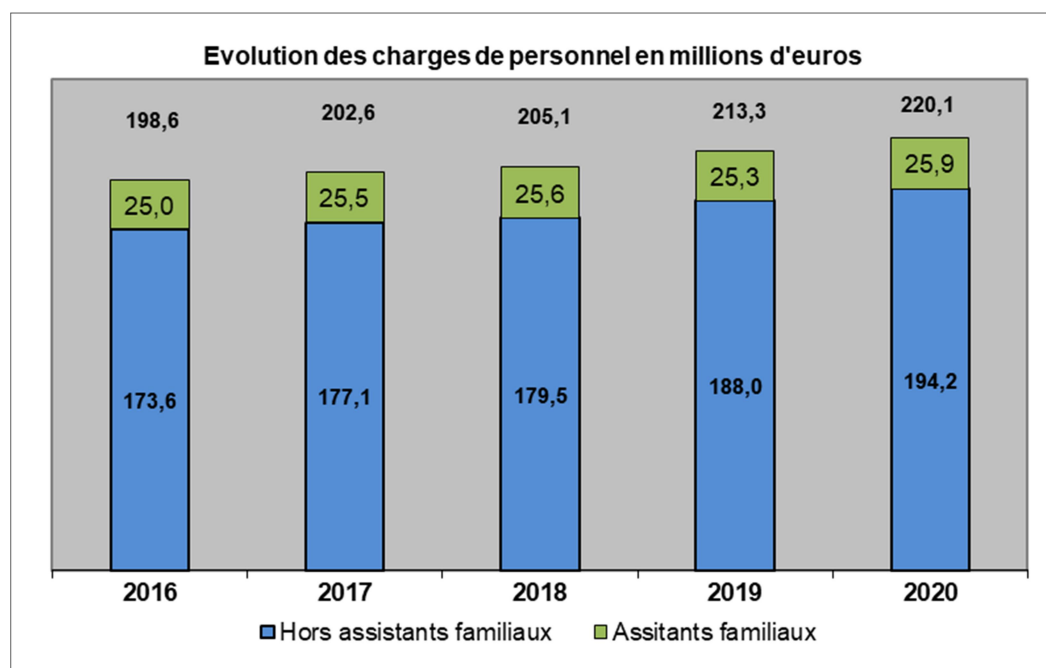


La trésorerie représente 25 jours de dépenses de fonctionnement au 31 décembre 2020.

2 – Compte de gestion – Les charges de personnel

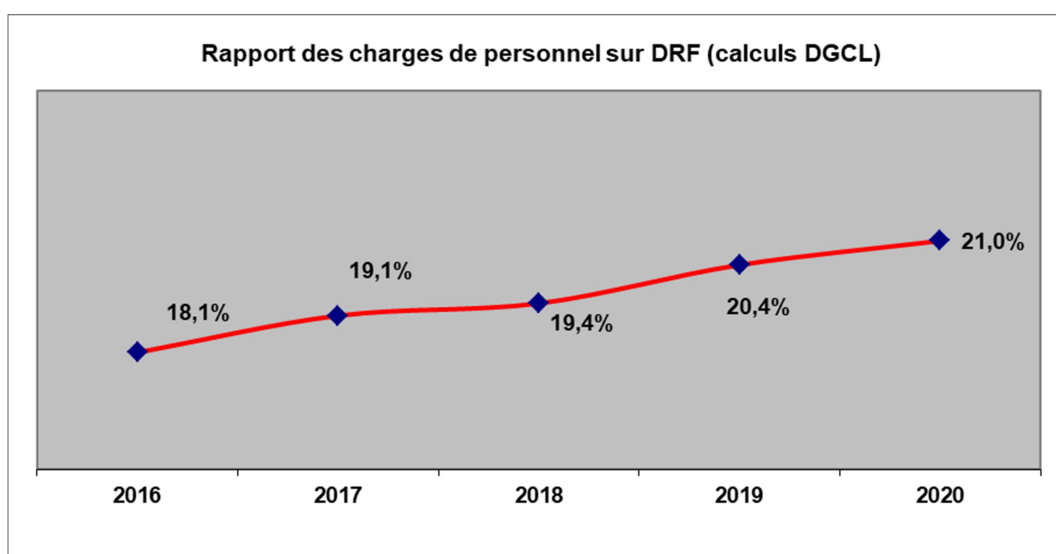
Mode de calcul DGCL : comparatif entre les Départements

Les charges de personnel augmentent de +3,0 % en 2020. Cette hausse est liée principalement à la poursuite de la mise en place du RIFSEEP, démarrée en 2019.



Sur la période 2016 à 2020, les charges de personnel évoluent de +10,8 % dont +11,9 % hors assistants familiaux et +3,6 % pour les assistants familiaux.

Le ratio des charges de personnel sur le total des charges de fonctionnement s'élève en 2020, à 21,0% pour l'Isère (19,3 % pour les Départements de la même strate). Toutefois, la comparaison entre collectivités est difficile, en l'absence d'indicateurs sur les choix de gestion, notamment sur l'externalisation de certaines missions.



3 – Compte de gestion – Autofinancement et investissement

Mode de calcul DGCL : comparatif entre les Départements

L'épargne brute (différence entre les dépenses et les recettes de fonctionnement) constitue la ressource fondamentale dont dispose le Département pour autofinancer ses besoins en investissements en limitant le recours à l'emprunt. Elle constitue une ressource durable représentant l'excédent de ressources internes dégagées par son activité.

Entre 2019 et 2020, les dépenses de fonctionnement (dont charges financières) du Département restent stables +0,1 % (+1,8 % au niveau national) et les recettes baissent de -1,3 % (-0,4 % au niveau national). En conséquence l'épargne brute est en recul de -8,3%, soit nettement moins qu'au niveau national (-14,1 %).

La capacité de financement annuelle est appréciée au travers du taux d'épargne brute (épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement). Elle reflète la capacité de la collectivité à dégager de l'autofinancement sur sa section de fonctionnement. Ce taux d'épargne brute est de 15,4 % pour l'Isère, supérieur de 3,3 points à la moyenne des Départements (12,1 %).

En investissement les dépenses hors dette diminuent de -6,1 % (+1,0 % au niveau national) et les recettes de -12,5 % (-3,5 % au niveau national). Le besoin de financement de l'investissement, couvert par le recours à l'emprunt, est en hausse de +15,8 % soit nettement moins qu'au niveau national (+72,3 %).

Le taux d'endettement s'établit à 31,6 % (49,9 % au niveau national) et le délai de désendettement à 2,1 ans (4,1 ans au niveau national).

Grâce à son niveau d'épargne élevé, conjugué avec un endettement raisonnable, le Département dispose d'une bonne capacité à investir pour les années futures.

ANNEXES

1 - **Le compte administratif consolidé 2020** : élaboré par l'ordonnateur, il retrace l'exécution du budget principal et des budgets annexes.

2 - **Le compte administratif du budget principal 2020**, périmètre de l'étude :

- Les mouvements budgétaires correspondent à la somme des mouvements réels et des mouvements d'ordre.
- Les mouvements réels correspondent aux mouvements se traduisant par des encaissements et des décaissements effectifs, hors mouvements rattachés à l'exercice précédent.
- Les mouvements d'ordre correspondent à des jeux d'écriture n'impliquant pas d'encaissements ou de décaissements effectifs.

3 - **Le bilan du compte de gestion du budget principal 2020** : le compte de gestion, établi par le comptable, retrace non seulement les mouvements budgétaires qui apparaissent dans la comptabilité de l'ordonnateur mais, également, les opérations non budgétaires qui en résultent, ainsi que leur recouvrement.

4 - **Les ratios légaux** : les articles L. 3313-1 et R. 3313-1 du Code général des collectivités territoriales font obligation aux Départements de publier en annexe de leurs documents budgétaires une série de 11 ratios, appelés données synthétiques.

5 - **Le tableau général d'équilibre 2016-2020 du budget principal** : le tableau retrace les soldes de gestion, ainsi que l'évolution d'autres agrégats comme l'encours de dette et le fonds de roulement de la collectivité.

6 – **Les organismes satellites principaux du Département** : illustration graphique sous forme de « galaxie » (données 2019).

Département de l'Isère - Budget consolidé

1 - Budget consolidé au compte administratif 2020 - hors reprise des résultats antérieurs

Opérations réelles	Budgets Annexes						Budget principal	Total consolidé
	Boutiques Musées	Laboratoire vétérinaire	Réseau transisère	Cuisine centrale	Aménagement numérique	Total		
Dépenses de fonctionnement	0,26 M€	1,95 M€	73,91 M€	9,84 M€	1,23 M€	87,19 M€	1 085,13 M€	1 172,32 M€
<i>dont flux croisés (1)</i>		1,45 M€	1,64 M€	4,78 M€	1,09 M€	8,96 M€	6,37 M€	15,33 M€
Recettes de fonctionnement	0,27 M€	1,91 M€	78,02 M€	9,94 M€	2,70 M€	92,85 M€	1 275,41 M€	1 368,26 M€
<i>dont flux croisés (1)</i>	0,05 M€	1,13 M€	2,10 M€	3,10 M€		6,37 M€	8,96 M€	15,33 M€
Dépenses d'investissement			0,10 M€		31,44 M€	31,54 M€	382,50 M€	414,04 M€
<i>dont remboursement de la dette et OCLT</i>							68,27 M€	68,27 M€
dépenses d'investissement (hors emprunt et OCLT)			0,10 M€		31,44 M€	31,54 M€	314,23 M€	345,77 M€
<i>dont dépenses d'équipement (20 21 23)</i>			0,10 M€		31,44 M€	31,54 M€	195,91 M€	227,46 M€
<i>dont subventions versées (204)</i>							90,90 M€	90,90 M€
Recettes d'investissement					7,26 M€	7,26 M€	188,03 M€	195,29 M€
<i>dont emprunt classique et OCLT</i>							148,50 M€	148,50 M€
recettes d'investissement (hors emprunt et OCLT)					7,26 M€	7,26 M€	39,53 M€	46,79 M€
total dépenses	0,26 M€	1,95 M€	74,01 M€	9,84 M€	32,67 M€	118,73 M€	1 467,63 M€	1 586,36 M€
<i>total dépenses hors flux croisés</i>	0,26 M€	0,50 M€	72,36 M€	5,06 M€	31,58 M€	109,77 M€	1 461,26 M€	1 571,03 M€
total recettes	0,27 M€	1,91 M€	78,02 M€	9,94 M€	9,96 M€	100,11 M€	1 463,44 M€	1 563,55 M€
<i>total recettes hors flux croisés</i>	0,23 M€	0,79 M€	75,91 M€	6,85 M€	9,96 M€	93,74 M€	1 454,48 M€	1 548,21 M€
Résultat de l'exercice avant reprise (Variation de fonds de roulement)	0,01 M€	-0,04 M€	4,01 M€	0,10 M€	-22,71 M€	-18,63 M€	-4,19 M€	-22,82 M€

(1) subventions d'équilibre et remboursements de frais entre le budget principal et les budgets annexes, de mêmes montants en dépenses et en recettes

Département de l'Isère - Budget principal
2. Balance générale du compte administratif 2020

Opérations budgétaires par chapitre <i>hors reprise des résultats 2019</i>	Nomenclature comptable	Mouvements budgétaires		Mouvements réels		Mouvements d'ordre	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Section d'investissement							
	010						
	018	104 500,00		104 500,00			
	020						
	021						
	024						
	040	8 829 650,23	123 782 350,55			8 829 650,23	123 782 350,55
	041	73 078 015,00	73 078 015,00			73 078 015,00	73 078 015,00
	10	0,00	128 799 060,30		25 449 338,17		
	13	0,00	13 301 615,33		13 301 615,33		
	16	84 098 754,09	148 500 001,00	84 098 754,09	148 500 001,00		
	20	7 821 401,33	92,16	7 821 401,33	92,16		
	204	90 901 216,31	281 793,95	90 901 216,31	281 793,95		
	21	13 140 452,95	0,00	13 140 452,95			
	23	174 952 925,35	186 399,07	174 952 925,35	186 399,07		
	24						
	26						
	27	11 204 202,13	101 880,00	11 204 202,13	101 880,00		
	28						
	458xx	278 120,24		278 120,24			
	458xx		206 901,76		206 901,76		
	Total section d'investissement	464 409 237,63	488 238 109,12	382 501 572,40	188 028 021,44	81 907 665,23	196 860 365,55
Section de fonctionnement							
	011	68 567 917,38	0,00	68 567 917,38			
	012	211 871 970,59	0,00	211 871 970,59			
	013	0,00	849 406,97		849 406,97		
	014	36 209 375,47	0,00	36 209 375,47			
	015	6 754,18	0,00	6 754,18			
	016	138 732 310,01	40 123 671,09	138 732 310,01	40 123 671,09		
	017	150 663 312,69	3 227 324,68	150 663 312,69	3 227 324,68		
	023						
	022						
	042	123 782 350,55	8 829 650,23			123 782 350,55	8 829 650,23
	65	471 570 966,31		471 570 966,31			
	657	32 391 247,52		32 391 247,52			
	6586	652 148,44		652 148,44			
	66	3 274 838,47		3 274 838,47			
	67	2 126 525,15		2 126 525,15			
	68	1 454 138,00		1 454 138,00			
	70		21 259 706,69		21 259 706,69		
	73		486 570 780,70		486 570 780,70		
	731		436 292 248,00		436 292 248,00		
	74		253 241 044,33		253 241 044,33		
	75		30 623 372,39		30 623 372,39		
	76		288 223,23		288 223,23		
	77		2 249 207,91		2 249 207,91		
	78		687 924,74		687 924,74		
	Total section de fonctionnement	1 208 912 607,24	1 284 242 560,96	1 085 130 256,69	1 275 412 910,73	123 782 350,55	8 829 650,23
	Total général	1 673 321 844,87	1 772 480 670,08	1 467 631 829,09	1 463 440 932,17	205 690 015,78	205 690 015,78
	Résultat de l'exercice 2020	99 158 825,21					
	Reprise des excédents et déficit de 2019	-27 087 410,01					
	Résultat de clôture 2020	72 071 415,20					

(*) chapitres ne donnant pas lieu à l'émission de titres et de mandats

Département de l'Isère

3. Bilan du compte de gestion 2020

Tableau : bilan au 31 décembre 2020

Bilan extrait du compte de gestion, document établi par le Payeur Départemental

	Nomenclature comptable M52	31 décembre 2020
ACTIF		
I Actif immobilisé (actif net)		
Subventions d'équipement versées	204	665 112 756,03
Autres immobilisations incorporelles	20	15 224 325,04
<i>* Immobilisations corporelles</i>		
<i>1) en toute propriété</i>		
Terrains	211 2128	70 638 724,13
Constructions	213	417 246 699,04
Constructions sur sol d'autrui	214	20 598 770,68
Réseaux et installations de voirie, rés. Divers	215	3 805 712 241,45
Œuvres d'art	216	15 946 507,79
Autres immobilisations corporelles	218 2157	29 354 299,42
Immobilisations en cours	23	242 779 666,63
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	248	46 342 378,99
<i>2) reçues par une mise à disposition</i>		
Constructions	217	338 992 001,69
Constructions sur sol d'autrui	214	148 642,50
Réseaux et installations de voirie, rés. divers	21753	23 799 037,89
Autres Immobilisations corporelles	21757 2178	
<i>* Immobilisations financières</i>		
Participations et créances rattachées	26	4 192 037,91
Autres titres immobilisés	27	136 425,96
Avances et garanties d'emprunts	2761	
Prêts	2748	4 000 000,00
Autres créances	275 2763	26 974 359,68
Total I		5 727 198 874,83
II Actif circulant		
<i>* Créances</i>		
Redevables et comptes rattachés	41	1 354 525,58
Créances douteuses et irrécouvrables	4161	-137 075,26
Créances sur Etat et collectivités publiques	44	7 785 334,24
Créances sur les budgets annexes	45	24 630 578,92
Opérations pour le compte de tiers	45	264 147,23
Autres créances	46	21 628 812,82
Disponibilités	51 54	72 978 930,94
Total II		128 505 254,47
III Comptes de régularisation		
Primes de remboursement des obligations		
Dépenses à classer ou à régulariser	47	12 565 843,81
Total III		12 565 843,81
Total de l'actif		5 868 269 973,11

Sources : compte de gestion 2020 – Valeur nette

Département de l'Isère

	Nomenclature comptable M52	31 décembre 2020
PASSIF		
I Fonds propres		
<i>* Fonds internes</i>		
Dotations	10	2 149 455 287,08
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	1027	93 163 414,26
Réserves	106	2 615 627 560,77
Report à nouveau	110	31 333 190,51
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	12	75 329 953,72
Subventions transférables	131	55 490 951,55
Différences sur réalisations d'immobilisations	19	-532 507 370,84
<i>*Autres fonds</i>		
Fonds globalisés	13	695 640 369,45
Subventions non transférables	132	146 148 173,63
Droit du remettant (transferts de compétences)	249	85 514,02
Total I		5 329 767 044,15
II Provisions pour pertes et charges		
Provisions pour risques	15	4 914 251,69
Provisions pour charge	15	7 100 000,00
Total II		12 014 251,69
III Dettes		
<i>* Dettes financières</i>		
Emprunts obligataires	163	
Emprunts des établissements de crédit	164	392 014 760,07
Autres emprunts	165	79 683 333,60
<i>* Dettes diverses</i>		
Fournisseurs et comptes rattachés	40	12 498 629,92
Dettes fiscales et sociales	42 44	1 833 388,10
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques (opérations particulières)	44	
Opérations pour le compte de la CE , deniers des pupilles , fonds gérés par le CE	45	
Dette envers les budgets annexes	45	7 257 254,46
Opérations pour le compte de tiers	45	206 901,76
Autres dettes	46	421 597,96
Fournisseurs d'immobilisations	404	1 646 564,60
Ordres de paiement		
Total III		495 562 430,47
IV Comptes de régularisation		
Dépenses à l'étranger ou en instance de règlement	47	
Recettes à classer ou à régulariser	47	30 926 246,80
Total IV		30 926 246,80
Total du passif		5 868 269 973,11

Sources : compte de gestion 2020 – Valeur nette

4. Données synthétiques sur la situation financière du Département

Intitulé du ratio et signification		2020
<i>Population de l'Isère 1 283 384 habitants (population totale INSEE au 1er janvier 2020)</i>		
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population Mesure du niveau de service rendu	846 €/hab.
2	Produit des impositions directes / population Mesure de l'importance des recettes émanant du contribuable départemental	340 €/hab.
3	Recettes réelles de fonctionnement / population Mesure des moyens financiers récurrents	994 €/hab.
4	Dépenses d'équipement brut / population Mesure de l'effort d'équipement	153 €/hab.
4 bis	Dépenses d'équipement brut + subventions d'équipement allouées / population Mesure de l'effort d'équipement	224 €/hab.
5	Encours de dette au 31 décembre / population Mesure de l'endettement	305 €/hab.
6	Dotations globales de fonctionnement / population Mesure de la principale des dotations de l'Etat versées aux départements	129 €/hab.
7	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement Mesure relative des charges de personnels qui se caractérisent par leur grande rigidité (statut de la fonction publique territoriale,...)	20,36%
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement en capital de la dette / recettes réelles de fonctionnement Mesure de la marge de manœuvre relative pour dégager de l'autofinancement	87,42%
10	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement Mesure du poids relatif de l'investissement au sein du budget	15,38%
10 bis	Dépenses d'équipement brut + subventions d'équipement versées / recettes réelles de fonctionnement (hors excédent reporté) Mesure du poids relatif de l'investissement au sein du budget	22,51%
11	Encours de dette au 31 décembre / recettes réelles de fonctionnement Mesure du poids de la dette par rapport aux recettes courantes	30,70%

Données des comptes administratifs

5. Les grandes masses budgétaires et financières 2016-2020

(en millions d'euros courants)

Budget principal - Comptes administratifs

	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2019>2020
(1) Recettes de fonctionnement	1 310,6	1 252,3	1 276,4	1 308,9	1 275,4	-2,6%
<i>dont imposition directe (chapitre 731)</i>	474,7	408,5	410,2	425,2	436,3	2,6%
<i>dont fiscalité compensée suite à la réforme, hors part DMTO</i>	153,0	147,7	150,0	153,0	151,6	-0,9%
<i>dont dotations de l'Etat (DGF, DGD et compensations fiscales)</i>	204,6	180,2	179,7	178,4	177,5	-0,5%
<i>dont recouvrements sur bénéficiaires, tiers payants et successions</i>	48,2	47,4	52,1	43,5	24,8	-42,9%
<i>dont droits de mutation et de publicité foncière, y compris part Etat pour compensation fiscale dès 2011</i>	143,1	166,2	167,7	189,3	185,0	-2,3%
<i>dont TICPE (compensation allocation RSA)</i>	67,3	67,4	67,2	66,8	66,6	-0,2%
<i>dont taxe sur les conventions d'assurance et transferts versés sur TICPE (hors fiscalité compensée)</i>	82,7	81,1	80,9	86,6	86,4	-0,2%
<i>dont autres recettes</i>	137,1	153,7	168,5	166,1	147,2	-11,4%
(2) Dépenses de gestion	1 117,4	1 092,9	1 092,9	1 084,8	1 081,9	-0,3%
<i>dont personnel</i>	199,1	202,9	205,6	213,8	221,0	3,4%
<i>dont dépenses d'intervention</i>	711,7	741,6	752,7	737,1	743,5	0,9%
<i>dont transports</i>	110,5	40,7	30,9	27,9	18,6	-33,1%
<i>dont autres dépenses</i>	96,0	107,7	103,7	106,1	98,8	-6,8%
(3)=(1-2) Epargne de gestion	193,3	159,3	183,5	224,1	193,6	-13,6%
(4) Frais financiers liés à la dette	1,1	1,5	2,1	2,4	3,3	37,3%
(5)=(3-4) Epargne brute	192,2	157,8	181,4	221,7	190,3	-14,2%
(6) Recettes définitives d'investissement	43,5	50,7	39,6	33,2	39,5	19,0%
<i>dont participations et subventions reçues</i>	42,4	50,4	39,5	31,6	39,2	24,1%
<i>dont autres recettes définitives</i>	1,2	0,3	0,2	1,6	0,3	-81,1%
(7)=(5+6) Financement propre disponible avant emprunt	235,7	208,5	221,1	255,0	229,8	-9,9%
(8) Dépenses d'investissement	241,7	231,2	262,7	333,8	314,2	-5,9%
<i>dont dépenses d'équipement</i>	169,9	132,9	132,1	193,3	195,9	1,3%
<i>dont subventions d'équipement</i>	68,4	80,1	99,6	111,3	90,9	-18,3%
<i>dont autres dépenses d'investissement</i>	3,4	18,1	31,0	29,2	27,4	-6,1%
(9) Remboursement du capital de la dette*	93,2	82,0	60,3	71,5	68,3	-4,5%
(10)=(8+9-7) Besoin de financement	99,3	104,6	102,0	150,3	152,7	1,6%
(11) Emprunt*	123,2	95,0	109,5	144,0	148,5	3,1%
Fonds de roulement au 1er Janvier	55,6	79,5	75,1	82,6	76,3	
Fonds de roulement au 31 décembre	79,5	69,9	82,6	76,3	72,1	
Variation de fonds de roulement	23,9	-9,6	7,5	-6,3	-4,2	
Encours de la dette au 31 décembre*	176,6	189,6	238,7	311,3	391,5	25,8%

*y compris OCLT

Sources : compte administratif 2020

ANNEXE 6 : Organismes satellites principaux du Département de l'Isère

Département de l'Isère et « organismes satellites » données 2019

